PORTAIL DU SYSTÈME INDIVIDUEL DE PÉTITIONS DE LA CIDH

CONDITIONS D'UTILISATION

1. Conditions générales

Les présentes **conditions d'utilisation** s'appliquent au Portail Web de la Commission interaméricaine des droits de l'homme situé à l'adresse suivante : www.oas.org/en/iachr (ci-après le « Portail »), et tous les sites connexes liés au site principal de l'Organisation des États Américains (« OEA ») www.oas.org.

En utilisant ce Portail, la **personne utilisatrice** s'engage à se conformer à ces **conditions d'utilisation**.

Le Portail est la propriété du Secrétariat général de l'OEA (« SG/OEA ») et est administré par le Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (« CIDH »). EN UTILISANT CE PORTAIL, VOUS VOUS ENGAGEZ À VOUS CONFORMER À CES CONDITIONS D'UTILISATION ; SI VOUS NE POUVEZ OU NE VOULEZ PAS PRENDRE CET ENGAGEMENT, N'UTILISEZ PAS LE PORTAIL.

La CIDH se réserve le droit, à sa seule discrétion et à tout moment, de changer, modifier, ajouter ou supprimer des parties de ces conditions d'utilisation. Il est de votre responsabilité de vérifier périodiquement si des changements ont été apportés à ces conditions d'utilisation. Votre utilisation continue du Portail une fois que des changements y ont été publiés signifie que vous acceptez les changements. L'utilisation du Portail est subordonnée au respect de ces conditions d'utilisation.

La CIDH maintient ce Portail à des fins d'information seulement.

Tous les renseignements contenus dans ce Portail sont « tels quels ». Le SG/OEA ne donne aucune garantie, explicite ou implicite, quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité de tout renseignement contenu dans ce Portail, et le SG/OEA, son personnel et l'OEA ne sont pas responsables, conjointement, séparément ou de toute autre façon, de toute dépense ou dommage de quelque sorte que ce soit découlant de l'utilisation du Portail, y compris les dépenses ou dommages occasionnés par une interruption des télécommunications et/ou un fonctionnement défectueux de l'ordinateur relié à l'utilisation de ce Portail. De plus, le SG/OEA, son personnel et l'OEA ne sont pas responsables de toute mesure prise en se fiant aux renseignements contenus dans ce Portail.

Comme condition d'utilisation de ce Portail, la personne utilisatrice s'engage à tenir le SG/OEA, l'OEA et le personnel du SG/OEA quittes et indemnes de toute action, poursuite, dommage et frais, y compris frais de justice et honoraires d'avocat, découlant de l'utilisation, par la personne utilisatrice, du Portail et des renseignements qui y sont contenus.

La personne utilisatrice s'engage également à :

a. ne pas publier, distribuer ou diffuser tout matériel d'information diffamatoire, contrefait, obscène, indécent ou illicite;

b. ne pas télécharger ou joindre des fichiers qui contiennent des virus, des fichiers corrompus, ou tout logiciel qui pourrait endommager le fonctionnement de l'ordinateur

d'autrui, ainsi que tout autre matériel protégé par des lois relatives à la propriété intellectuelle sans obtenir auparavant l'autorisation du titulaire des droits de propriété intellectuelle;

c. ne pas supprimer dans un fichier téléchargé les mentions relatives aux auteurs, les avis juridiques ou les étiquettes;

d. ne pas falsifier l'origine ou la source d'un logiciel dans du matériel téléchargé;

e. envoyer tous les documents sous forme numérique, par le biais du Portail.

À sa seule discrétion, sans préavis et pour quelque raison que ce soit, le SG/OEA peut :

a. supprimer tout contenu du Portail, quelle que soit son origine,

b. refuser à toute personne utilisatrice l'accès à ce Portail.

Aucune disposition des présentes conditions ne constitue un déni des privilèges et immunités de l'OEA, du SG/OEA ou de son personnel aux termes de la Charte de l'OEA, des accords et lois pertinents, ainsi que des principes et pratiques qui inspirent le droit international.

2. Avis de non-responsabilité

Ce Portail est conçu comme un outil de transmission de documents et, comme tel, il ne contient pas nécessairement toutes les procédures devant la CIDH. La CIDH rappelle aux personnes utilisatrices qu'il leur incombe de conserver leurs propres dossiers et fichiers. Il s'agit là d'un outil de la CIDH qui ne fait pas partie du processus judiciaire lui-même ; par conséquent, la CIDH se réserve le droit d'apporter tout changement au contenu, à la structure et aux règles de gestion du Portail et de son accès, et ce sans préavis.

Vous serez en mesure d'accéder à une liste de toutes les pétitions, affaires et mesures conservatoires liées à votre compte. Vous pouvez accéder à chacune d'entre elles en cliquant sur l'icône « Voir la pétition/affaire » ou « Voir la mesure conservatoire » sur chaque ligne. C'est là que vous trouverez des renseignements sur le statut de la pétition, l'affaire ou la mesure conservatoire sur la base des étapes disponibles sur le Portail. En accédant à la pétition ou à l'affaire, vous pouvez également soumettre des renseignements additionnels à la CIDH, accéder à des documents qui ont été soumis et consulter la correspondance qui a été envoyée à la CIDH à compter du début du Portail.

Dans cette phase initiale du Portail, les personnes utilisatrices qui sont inscrites comme pétitionnaires verront les informations sur les pétitions et les affaires qui sont aux étapes procédurales suivantes seulement: En étude, Recevabilité, Fond, Suivi des recommandations, Suivi de règlement amiable, Pétition non instruite; en plus des mesures conservatoires qui sont aux étapes procédurales suivantes seulement: En étude, Demande d'information, Mesure conservatoire en vigueur, Pas accordée, Levée.

De même, dans cette phase initiale du Portail, les personnes utilisatrices qui sont des représentants ou représentantes d'État verront les informations sur les pétitions et les affaires qui sont aux étapes procédurales suivantes seulement : Recevabilité, Fond, Suivi des recommandations, Suivi de règlement amiable ; en plus des mesures conservatoires qui sont aux étapes procédurales suivantes seulement: Demande d'information, Mesure conservatoire en vigueur, Levée.

Les étapes procédurales qui apparaissent sur le Portail ne constituent pas toutes les procédures devant la CIDH. À cet égard, la CIDH examine actuellement les procédures restantes dans le but de les rendre visibles dans le cadre des prochaines étales de la mise en œuvre du Portail.

Ce Portail n'affichera que les documents envoyés par la CIDH à la date du début du Portail. Afin de faciliter et d'accélérer les processus, **la CIDH demande aux personnes utilisatrices d'envoyer tous les documents sous forme numérique par le biais du Portail, pour qu'ils puissent être affichés au moyen de cet outil.** Les documents reçus par d'autres moyens, tels que courrier électronique, télécopieur ou courrier postal, ne seront pas visibles sur le Portail pour l'instant. Pour les documents téléchargés avec succès sur le Portail par la personne utilisatrice, il n'est pas nécessaire d'envoyer une copie de ces documents par d'autres moyens. Veuillez soumettre la documentation additionnelle relative à votre pétition, affaire ou mesure conservatoire **seulement** si la demande en a expressément été faite par la CIDH.

Si vous constatez une anomalie dans les procédures ou les documents publiés sur ce Portail, veuillez le signaler à la CIDH au moyen du formulaire d'anomalie correspondant accessible dans chaque pétition, affaire et mesure conservatoire. Sachez toutefois que ce formulaire ne sert qu'à communiquer une divergence de données et que les renseignements que vous fournissez sur ce formulaire ne seront PAS déposés au dossier de votre affaire.

À partir de l'enregistrement d'une personne utilisatrice sur le portail, cette dernière recevra les communications de la CIDH concernant ses pétitions, affaires et mesures de précaution de cette manière, à l'exception des communications liées aux étapes procédurales qui n'apparaissent pas dans le Portail lors de cette étape initiale.

La CIDH se réserve le droit d'effectuer à tout moment ce qui suit : (1) modifier, suspendre ou mettre fin au fonctionnement ou à l'accès au Portail pour quelque raison que ce soit ; (2) modifier ou changer le Portail, en tout ou en partie, ainsi que toute condition applicable ; (3) interrompre le fonctionnement du Portail, en tout ou en partie, tel que nécessaire pour effectuer des travaux de maintenance courants ou non courants, des corrections d'erreur ou d'autres changements.

3. Contenu

L'ensemble des textes, graphiques, interfaces utilisateur, interfaces visuelles, photographies, marques commerciales, logos, sons, musiques, illustrations et codes informatiques (collectivement désignés par le terme « contenu »), incluant sans s'y limiter le design, la structure, la sélection, la coordination, l'expression, l'aspect et la convivialité ainsi que l'agencement du contenu de ce Portail, est détenu, contrôlé ou cédé sous licence par et au SG/OEA; il est protégé par les lois sur l'emballage, sur les droits d'auteur, sur les brevets et sur les marques de commerce, ainsi que divers autres droits sur la propriété intellectuelle et des lois sur la concurrence déloyale.

Sauf disposition expresse contraire dans les présentes conditions d'utilisation, aucune partie du Portail ni de son contenu ne peut être copiée, reproduite, republiée, téléchargée, affichée publiquement, encodée, traduite, transmise ou distribuée de quelque façon que ce soit (y compris la « mise en miroir ») vers un autre ordinateur, serveur, site Web ou tout autre moyen à des fins de publication ou de distribution ou dans le cadre d'une quelconque entreprise commerciale, sans le consentement écrit exprès et préalable du SG/OEA.

4. Règles relatives à l'accès au Portail et à son utilisation

Il vous est interdit d'utiliser des liens hypertextes (« deep-link »), du grattage de page (« page-scrape »), des robots d'indexation (« robot »), des aspirateurs de sites (« spider ») ou tout autre dispositif automatique, programme, algorithme ou méthodologie, ou tout processus manuel similaire ou équivalent, pour accéder, acquérir, copier ou surveiller toute partie du Portail ou de tout contenu,

ou, d'une façon quelconque, reproduire ou contourner la structure de navigation ou la présentation du Portail ou tout contenu, pour obtenir ou tenter d'obtenir tout matériel, document ou information par tout moyen qui n'est pas mis intentionnellement à disposition par le biais du Portail. La CIDH se réserve le droit d'interdire de telles activités.

Vous ne devez pas essayer d'accéder sans autorisation à toute partie ou fonctionnalité du Portail, ou à tout autre système ou réseau lié au Portail ou à tout serveur du SG/OEA, ou à un quelconque service offert sur ou par le Portail, par piratage informatique, « reniflage » de mots de passe ou tout autre moyen illégitime.

Vous ne devez pas essayer de sonder, d'analyser ou de tester la vulnérabilité du Portail ou de tout réseau lié au Portail, ni enfreindre les mesures de sécurité et d'authentification mises en place sur le Portail ou tout réseau lié au Portail. Il vous est interdit de faire de la recherche inversée, de chercher ou tenter de chercher tout renseignement sur toute autre personne utilisatrice ou visiteuse du Portail, y compris tout compte du Portail de la CIDH qui ne vous appartient pas, relativement à sa source, ou d'exploiter le Portail ou tout service ou information mis à disposition ou offert par ou au moyen du Portail, de quelque manière que ce soit lorsque le but est de révéler quelque information que ce soit, y compris mais sans toutefois s'y limiter, l'identification personnelle ou les renseignements personnels autres que vos propres renseignements, tel que prévu par le Portail.

Vous acceptez de ne poser aucun geste qui infligerait, de manière déraisonnable ou disproportionnée, une surcharge à l'infrastructure du Portail ou des systèmes ou réseaux de la CIDH, ou de tout système ou réseau lié au Portail ou au SG/OEA.

Il ne vous est pas permis d'utiliser un dispositif, un logiciel ou un programme pour nuire ou tenter de nuire au bon fonctionnement du Portail ou à toute transaction effectuée sur le Portail, ou à toute utilisation du Portail par une autre personne.

Vous ne pouvez pas imposer d'en-têtes ou manipuler des identifiants de manière à masquer l'origine de tout message ou transmission que vous envoyez à la CIDH sur ou par le biais de Portail ou tout service offert sur ou par le biais du Portail. Vous ne pouvez prétendre être ou représenter être quelqu'un d'autre, ni usurper l'identité d'une personne physique ou morale quelconque.

Vous ne pouvez utiliser ce Portail ou tout contenu à des fins illicites ou interdites par les présentes conditions d'utilisation, ni solliciter l'exécution d'une activité illégale ou de toute autre activité qui portent atteinte aux droits du SG/OEA ou d'autres parties.

4.1 Comptes, mots de passe et sécurité

Pour accéder au Portail, il est nécessaire d'ouvrir un compte. Vous avez l'entière responsabilité de préserver la confidentialité des informations relatives à votre compte, notamment votre mot de passe, ainsi que de toute opération effectuée sous votre compte si vous avez omis d'assurer la sécurité et la confidentialité de ces informations. Vous vous engagez à notifier immédiatement l'administrateur de la CIDH de toute utilisation non autorisée de votre compte ou mot de passe, ou de toute autre violation de sécurité. Vous pourriez être tenu responsable de toute perte encourue par la CIDH ou toute autre personne utilisatrice ou visiteuse du Portail si une autre personne utilise votre compte du Portail de la CIDH en raison de votre omission d'assurer la confidentialité et la sécurité de votre compte.

Chaque compte du Portail n'est destiné qu'à une seule personne utilisatrice, c'est-à-dire qu'un compte d'utilisateur ne peut pas être administré par un groupe de personnes. Tous les personnes utilisatrices du Portail ont le droit de soumettre et de réviser l'information dans le système qui est liée à leurs pétitions, affaires et mesures conservatoires respectives.

Vous pouvez faire en sorte que vos coordonnées de contact et vos préférences sont exactes, complètes et à jour en vous connectant à voter compte sur https://www.oas.org/en/cidh. Pour toute autre information personnelle que nous détenons, nous vous fournirons l'accès pour quelque motif que ce soit, y compris pour nous demander de corriger les données qui ne seraient pas exactes ou éliminer des données si la CIDH n'est pas obligée de les retenir.

Il ne vous est pas permis d'utiliser le compte ou mot de passe du Portail de la CIDH d'une autre personne à tout moment sans la permission et le consentement exprès de la personne détentrice du compte du Portail de la CIDH. La CIDH ne pourra être tenue pour responsable de toute perte ou dommage découlant de votre non-respect de ces obligations.

Vous aurez un nombre limité d'ouvertures de session avant que votre compte du Portail soit temporairement bloqué. Lorsque le nombre de tentatives a été dépassé, le module d'authentification bloque le compte d'utilisateur (ne permet plus les tentatives d'authentification) pour une durée limitée.

Après trois tentatives de connexion infructueuses, le compte est automatiquement bloqué pendant 25 minutes. Après ça, la personne détentrice du compte peut essayer de se connecter une fois toutes les 25 minutes jusqu'à ce qu' elle puisse se connecter avec succès. La fonction « tentatives infructueuses » de connexion sera réinitialisée chaque fois que la personne détentrice du compte est mesure de se reconnecter avec succès. De plus, une personne détentrice de compte peut demander un nouveau mot de passe en cliquant sur le lien « Mot de passe oublié ? » à tout moment au cours du processus.

Les mots de passe du portail expirent six mois après leur définition. Une fois la date d'expiration du mot de passe écoulée, le compte sera automatiquement désactivé pour des raisons de sécurité.

Un compte peut passer au statut « inactif » ou être « verrouillé » dans les circonstances suivantes :

- Comptes de pétitionnaires : Après six mois sans ouverture de session sur le Portail de la CIDH, le compte passe automatiquement au statut inactif. Un compte peut être réactivé en demandant un nouveau mot de passe (veuillez cliquer sur le lien « Mot de passe oublié ? »).
- Comptes d'État : Après trois mois sans ouverture de session sur le Portail de la CIDH, le compte passe automatiquement au statut inactif. Un compte peut être réactivé en demandant un nouveau mot de passe (veuillez cliquer sur le lien « Mot de passe oublié ? »).
- Tous les comptes : Tout compte est verrouillé automatiquement et en permanence si la personne titulaire du compte ne s'est pas reconnectée au système pendant cinq ans. Seul un administrateur du système sera en mesure de déverrouiller ces comptes.

L'État peut demander la désactivation de l'un de ses comptes d'accès au Portail. Une fois le compte désactivé (état « suspendu »), votre accès au portail sera bloqué et vous serez immédiatement exclu des notifications par courrier électronique. Seul un administrateur système peut procéder à la suppression du statut « suspendu », uniquement après avoir reçu une note officielle de l'État demandant l'accès au portail pour le titulaire du compte.

Lorsqu'un État souhaite désactiver ou activer un compte sur le Portail, cette demande doit être envoyée par note officielle par courrier électronique à l'adresse suivante : CIDHPortal@oas.org.

Lorsqu'un ou une pétitionnaire souhaite désactiver son compte sur le portail, cette demande doit être envoyée par courrier électronique à l'adresse suivante : CIDHPortal@oas.org.

Une vérification de la qualité sera faite de tout mot de passe défini dans le Portail. Si le mot de passe n'est pas conforme à la norme de qualité imposée, le Portail rejettera le mot de passe.

Les normes imposées par le Portail pour les mots de passe sont les suivantes :

a. Longueur du mot de passe : minimum de 8 caractères

b. Caractères numériques : minimum de 2 chiffres

c. Caractères spéciaux : minimum de 1 caractère spécial

d. Lettres majuscules : minimum de 1 lettre majuscule

Les personnes détentrices de compte ne peuvent pas réutiliser d'anciens mots de passe.

La session d'utilisateur du Portail se termine au bout de 20 minutes d'inactivité. S'il n'y a aucune activité pendant 20 minutes, un message apparaît pour informer la personne utilisatrice que la session a expiré et qu'elle va automatiquement se fermer. Si la session prend fin pour des raisons d'inactivité, la personne utilisatrice doit se reconnecter avec son nom d'utilisateur et son mot de passe. Les personnes utilisatrices sont vivement encouragées à sauvegarder l'information sur le formulaire de pétition ou de demande de mesures conservatoires de façon périodique lorsqu'elles le remplissent, car toute information qui n'a pas été sauvegardée sera perdue.

5. Protection de la vie privée

En utilisant ce Portail, vous reconnaissez et acceptez que les transmissions Internet ne sont jamais complètement privées ou sécurisées. Vous comprenez qu'il est possible que les messages et renseignements que vous transmettez sur le Portail soient lus ou interceptés par des tiers, même si un avis spécial précise qu'une transmission donnée (coordonnées de carte de crédit, par exemple) est chiffrée.

5.1 Avis de confidentialité

La CIDH est responsable de la collecte, du traitement et de la protection des renseignements personnels que les personnes utilisatrices fournissent par le biais du Portail. Les données personnelles recueillies lors de la création d'un compte utilisateur sur le Portail seront utilisées exclusivement pour offrir les services et renseignements demandés, aviser les changements et les mises à jour et évaluer la qualité du service fourni.

En utilisant le Portail, vous comprenez et acceptez que l'envoi d'informations peut impliquer la transmission de vos propres données personnelles ou de celles de tiers, y compris, mais sans s'y limiter, des données sensibles telles que l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les croyances religieuses ou philosophiques, données d'affiliation syndicale, génétiques, biométriques, de santé, de vie sexuelle ou d'orientation sexuelle.

Vous avez le droit d'accéder, de rectifier, d'annuler ou de vous opposer au traitement de vos données personnelles, ainsi que de révoquer le consentement donné pour leur traitement sur le Portail. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter la CIDH par courriel à l'adresse suivante : CIDHPortal@oas.org.

La CIDH ne transférera ni ne partagera les données personnelles fournies via le Portail avec des tiers, sauf si cela est nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions légales ou contractuelles. Les renseignements recueillis seront traités conformément aux fins décrites dans les présentes conditions d'utilisation et dans le respect des dispositions légales applicables.

La CIDH adopte des mesures raisonnables et proportionnées pour protéger la confidentialité et la sécurité des données personnelles ; toutefois, elle n'est pas responsable des événements indépendants de sa volonté qui pourraient compromettre ces informations.

5.2 Avis sur l'utilisation du courriel pour l'envoi de sondages

En utilisant le Portail, vous acceptez que la CIDH ou le SG/OEA puisse utiliser l'adresse courriel fournie lors de l'inscription ou lors d'autres interactions avec le site du Portail pour vous envoyer des sondages liés à l'objectif du Portail. Ces sondages peuvent avoir pour but d'améliorer les services du Portail, de recueillir des commentaires sur votre expérience utilisateur ou à d'autres fins liées au respect du mandat et des objectifs de la CIDH et de son Secrétariat exécutif. Si vous ne souhaitez plus recevoir de sondages par courriel, vous pouvez vous désinscrire en suivant les instructions fournies dans chaque courriel de sondage ou en contactant la CIDH à l'adresse CIDHPortal@oas.org.

6. Confidentialité

Lorsqu'une personne utilisatrice se connecte au Portail, certains renseignements la concernant, notamment l'adresse numérique Internet (IP), la navigation sur le Portail, les logiciels utilisés, le temps passé et d'autres données de même nature sont stockés sur les serveurs du SG/OEA. Ces éléments ne permettent pas d'identifier la personne utilisatrice de manière spécifique. L'information n'est exploitée que sur le plan interne, aux fins de l'analyse de la fréquentation du Portail.

Le SG/OEA n'assume aucune responsabilité quant à la sécurité de l'information en question.

7. Responsabilité

Le SG/OEA ne sera en aucun cas responsable pour tous dommages indirects, consécutifs, exemplaires, accessoires ou punitifs, y compris toute perte de bénéfice, même si le SG/OEA a été avisé de la possibilité de tels dommages.

Bien que tous les efforts aient été faits pour assurer que tous les détails sont corrects, la CIDH décline toute responsabilité quant à l'exactitude de l'information contenue dans ce Portail ou aux conséquences de toute action intentée ou non en raison de cette information.

8. Violation des présentes conditions d'utilisation

La CIDH peut divulguer toute information qu'elle a à votre sujet (y compris votre identité) si elle détermine qu'une telle divulgation est nécessaire en rapport avec toute enquête ou plainte relative à votre utilisation du Portail, ou pour permettre d'identifier, de contacter ou de poursuivre en justice toute personne susceptible de porter préjudice ou nuire (intentionnellement ou non) aux droits ou à la propriété du SG/OEA, ou aux droits ou à la propriété des personnes visiteuses ou utilisatrices du Portail.

Vous acceptez que la CIDH puisse, à sa seule discrétion et sans préavis, mettre fin à votre accès au Portail et/ou bloquer tout futur accès au Portail si nous déterminons que vous avez contrevenu à ces conditions d'utilisation ou à d'autres ententes ou lignes directrices susceptibles d'être associées à votre utilisation du Portail.

Vous acceptez que la CIDH puisse, à sa seule discrétion et sans préavis, mettre fin à votre accès au Portail pour un motif valable, qui inclut (mais n'est pas limité à) (1) une demande de votre part (suppressions de compte de façon autonome), (2) cessation ou modification matérielle du Portail ou de tout service offert sur ou par le biais du Portail, ou (3) problèmes techniques imprévus.

9. Témoins (cookies) et autres technologies

Les sites Web, applications interactives et messages électroniques de la CIDH peuvent utiliser des témoins (cookies) et d'autres technologies. Nous traitons l'information recueillie par les témoins (cookies) comme de l'information non personnelle. Cependant, les adresses de protocole Internet (IP) ou identificateurs similaires peuvent être considérés comme de l'information personnelle. Dans la mesure où l'information non personnelle est combinée avec de l'information personnelle, nous traitons l'information combinée comme de l'information personnelle aux fins des présentes conditions d'utilisation.

La CIDH utilise des « témoins » (cookies) et d'autres technologies pour se souvenir de vos données personnelles lorsque vous utilisez notre Portail et ses applications. Notre but dans ces cas est de rendre votre expérience avec la CIDH plus pratique et personnelle.

Si vous ne voulez pas utiliser des « témoins » (cookies), la plupart des navigateurs vous permettent de les désactiver. Pour ce faire, veuillez consulter le menu Aide sur votre navigateur.

Veuillez noter qu'il ne nous est techniquement pas possible de vous permettre le transfert de vos paramètres personnels entre vos navigateurs et vos appareils, vous devrez donc changer ces paramètres pour chaque navigateur que vous utilisez.

Comme pour la plupart des services Internet, nous recueillons automatiquement quelques données d'information et les conservons dans des fichiers journaux. Ces données incluent les adresses de protocole Internet (adresses IP), le type de navigateur et la langue, le fournisseur de services Internet (FSI), les sites Web de renvoi/sortie, le système d'exploitation, l'horodatage (jour et heure) et le parcours de navigation.

10. Rétroaction et information

Toute rétroaction que vous fournissez dans le cadre de ce Portail sera considérée comme non confidentielle. La CIDH sera libre d'utiliser cette information sans restriction.

L'information contenue dans ce Portail peut être modifiée sans préavis.

Copyright © 1997-2025 Le Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Tous droits réservés.

LA CIDH NE PEUT GARANTIR QUE LE PORTAIL OU TOUT CONTENU, SERVICE OU FONCTIONNALITÉ DU PORTAIL NE CONTIENT AUCUNE ERREUR OU SERA ACCESSIBLE SANS INTERRUPTION, OU QUE TOUTE DÉFAILLANCE SERA CORRIGÉE, OU QUE VOTRE UTILISATION DU PORTAIL FOURNIRA DES RÉSULTATS SPÉCIFIQUES. LE PORTAIL ET SON CONTENU VOUS SONT PRÉSENTÉS TELS QUELS ET SELON LEUR DISPONIBILITÉ. TOUTE INFORMATION COMMUNIQUÉE SUR CE PORTAIL PEUT ÊTRE MODIFIÉE SANS PRÉAVIS. LA CIDH NE PEUT GARANTIR QUE TOUTE DONNÉE OU TOUT FICHIER QUE VOUS TÉLÉCHARGEZ DE CE PORTAIL SERA EXEMPT DE VIRUS OU CONTAMINATION OU D'ÉLÉMENTS DESTRUCTEURS. CE PORTAIL SE VEUT UN OUTIL PROPRE À LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS ET, EN TANT QUE TEL, NE CONTIENT PAS NÉCESSAIREMENT TOUTES LES RECOURS DONT LA CIDH A ÉTÉ SAISIE. LA CIDH RAPPELLE AUX PERSONNES UTILISATRICES QU'IL LEUR INCOMBE DE CONSERVER LEURS PROPRES DOSSIERS ET FICHIERS. CE PORTAIL EST UN OUTIL DE LA CIDH ET IL NE FAIT PAS PARTIE DU PROCESSUS JUDICIAIRE LUI-MÊME, PAR CONSÉQUENT LA CIDH SE RÉSERVE LE DROIT D'APPORTER, SANS PRÉAVIS, TOUT CHANGEMENT AU CONTENU, À LA STRUCTURE AINSI QU'AUX RÈGLES DE GESTION ET D'ACCÈS AU PORTAIL. LE SG/OEA EXCLUT TOUTE GARANTIE EXPRESSE OU IMPLICITE, Y COMPRIS LES GARANTIES D'EXACTITUDE, D'ABSENCE DE CONTREFAÇON, DE COMMERCIABILITÉ ET D'ADAPTATION À UN USAGE

PARTICULIER. LE SG/OEA DÉCLINE TOUTE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES ACTES, DES OMISSIONS ET DE LA CONDUITE DE TOUT TIERS EN RAPPORT AVEC OU DÉCOULANT DE VOTRE UTILISATION DU PORTAIL ET/OU DE TOUT SERVICE DE LA CIDH. VOUS ASSUMEZ LA PLEINE RESPONSABILITÉ DE VOTRE UTILISATION DU PORTAIL ET DE TOUT SITE CONNEXE. VOTRE SEUL ET UNIQUE RECOURS CONTRE LE SG/OEA EN CAS D'INSATISFACTION AU SUJET DU PORTAIL OU DE TOUT CONTENU DE CE DERNIER EST DE METTRE FIN À L'UTILISATION DU PORTAIL OU DU CONTENU EN QUESTION. CES MESURES DE REDRESSEMENT LIMITÉES FONT PARTIE DE LA NÉGOCIATION ENTRE LES PARTIES.

Mis à jour en mai 2025